

Les agents de la Trésorerie de Martigues

à

**Mme La Directrice régionale
des Finances publiques des Bouches du Rhône**

Martigues, le **7 décembre 2021**,

Madame La Directrice,

Nous venons par la présente vous réaffirmer notre **opposition totale à la destruction du réseau des Finances publiques**, et notamment celui des trésoreries, le plus impacté. La Direction Générale privilégie les grosses structures au détriment d'un accompagnement personnalisé des collectivités et établissements publics. Et ce ne sont pas les CDL (conseillers aux décideurs locaux), déconnectés de la vie du poste comptable, qui remplaceront tous les conseils informels que nous prodiguons au quotidien, quel que soit notre grade.

Vous avez donc décidé, vous, votre prédécesseur et la DGFIP, de supprimer purement et simplement notre Trésorerie, et d'écarter son activité :

- partiellement sur Arles au 1^{er} janvier 2023 (avec possibilité de repousser au 01/09/23), pour la gestion comptable du Centre Hospitalier de Martigues,
- et sur Istres au 1^{er} septembre 2023 pour les autres collectivités que nous gérons (Martigues, Port-de-Bouc, Chateauneuf les Martigues, Sausset les Pins, Carry le Rouet, CIAS Pays de Martigues).

Nous, agents de la Trésorerie de Martigues, refusons unanimement d'être affectés d'office sur la résidence d'Arles. Nous refusons catégoriquement le passage en force que vous vous apprêtez à commettre, et ce dans la plus grande improvisation ! Vous n'avez aucune considération pour nos compétences et nos implantations familiales et géographiques.

Contrairement à vos desseins administrativement mortifères, nous privilégions, nous, l'intérêt des collectivités et établissements que nous suivons depuis des années. Écarter ainsi notre structure, contre l'avis des personnels, des élus, des usagers et sans aucune préparation ou anticipation revient à mettre en difficulté nos partenaires actuels.

Si d'aventure vous restez sourde à notre refus, envisagez au moins les alternatives possibles. Vous nous demandez de faire preuve de souplesse et d'adaptation, tant du point de vue de la mobilité géographique que fonctionnelle. À votre tour de faire preuve de créativité, et de ne pas rester prisonnière des ornières tracées par des technocrates de Bercy, qui n'ont jamais mis un pied dans une trésorerie !

Pourquoi vouloir à tout prix concentrer plusieurs postes importants à Arles sur le dos de Martigues :

- un SIP (fiscalité des particuliers) : issu du regroupement de l'actuel SIP d'Arles avec le recouvrement de l'impôt des trésoreries de St Rémy de Provence et de Maussane,
- un SGC (service de gestion comptable) : issu de la fusion des trésoreries d'Arles et de Salon de Provence,
- et une Trésorerie hospitalière : issue de la fusion de l'actuel poste avec le transfert de la gestion des maisons de retraite des Trésoreries d'Arles Municipale, d'Istres, de Maussane, de Chateaufort et de St Rémy de Provence, à laquelle vous y relégueriez le CH de Martigues !

Pourquoi ne pas créer une antenne pérenne de la Trésorerie d'Arles Centres Hospitaliers sur Martigues ?

Le Centre Hospitalier de Martigues ne mérite-t-il pas un peu plus de considération que ce que vous semblez lui porter ? Après les premières restructurations, la Trésorerie d'Arles CH est déjà noyée. Et vous voudriez aggraver un peu plus la situation de ce poste, et altérer soudainement et durablement la gestion comptable du CH de Martigues en la reléguant d'un trait de plume vers Arles, sans aucun agent expérimenté connaissant cet établissement, et entretenant d'excellentes relations ?

Bercy et ses communicants ont qualifié votre destruction de notre réseau de « nouveau réseau de proximité ». Mais de quelle proximité parlez-vous ? La proximité avec les réductions drastiques d'effectifs ? La proximité avec les doctrines libérales de réduction de la sphère régaliennne ? La proximité avec les coupes budgétaires sur le dos des structures à taille humaine ?

Faites preuve d'honnêteté intellectuelle et reconnaissez avec nous que le maintien d'une antenne, avec une équipe encadrée et implantée durablement sur place à Martigues, et pourquoi pas dans les murs du CH, incarne mieux la notion de proximité. Qu'en pensent le Centre Hospitalier de Martigues, son directeur, les membres de son Conseil de Surveillance, et tous nos interlocuteurs avec qui nous travaillons dans un excellent esprit, tous les jours, depuis des années ?

Pourquoi ne pas créer également une antenne pérenne du SGC d'Istres (service de gestion comptable) sur Martigues ?

La 4ème ville du département des Bouches du Rhône et son bassin de vie ne méritent-ils pas non plus, outre le futur SIP, l'implantation de plusieurs services des Finances Publiques ? Les 2 antennes ainsi créées permettraient de conserver une grande partie des emplois sur Martigues, en étant hébergées sur le site domanial de Fleming, et encadrées par un cadre A commun aux 2 structures. Ce qui n'exclut nullement l'affectation de plusieurs emplois au SGC d'Istres.

Autre alternative : la création pérenne d'un SAR (service d'appui au réseau) sur Martigues.

Pourquoi ne pas imaginer une équipe encadrée d'une quinzaine d'agents, implantée à Martigues, dans le bâtiment domanial de l'avenue Fleming, et qui travaillerait, à distance, pour la Trésorerie d'Arles CH, pour les SGC d'Istres ou d'Arles, ou pour les structures fiscales de Martigues ou d'Istres. Ces agents pourraient être soit polyvalents soit spécialisés, et intervenir en continu sur des missions déléguées à l'année, ou en renfort suivant les besoins.

Vous envisagez la création de ce type de services dans les domaines fiscaux et économiques : le secteur public local pourrait valablement faire l'objet d'un SAR positionné sur le Pays de Martigues. La Direction régionale mettrait ainsi en pratique la volonté nationale affichée de mutualisation et de déconcentration à l'échelon local, par rééquilibrage géographique de nos implantations dans le département. Nous pouvons ensemble dessiner les contours de services novateurs, caractérisés par une grande souplesse, tout **en respectant les implantations familiales et en évitant des trajets coûteux et écologiquement condamnables.**

En effet, un transfert sur Arles aurait pour conséquence d'augmenter de 82 km le trajet moyen aller-retour domicile/travail des agents de la Trésorerie de Martigues, avec 1 heure de plus sur la route !

D'autant que la suppression de notre trésorerie interviendra en 2023, après l'arrivée de nombreux agents et contrôleurs extérieurs au département, et à la fin de votre processus de destruction du réseau. **Nous ne voulons pas faire les frais de ce calendrier-là !** Vous pouvez d'ors-et-déjà prévoir d'affecter ou de détacher à la Trésorerie d'Arles CH quelques nouveaux agents, par anticipation, à compter de septembre 2022.

Madame La Directrice, nous, agents de la Trésorerie de Martigues, sollicitons donc, collectivement, une audience de tous les agents, accompagnés des organisations syndicales, afin d'exprimer notre opposition déterminée à toute relégation d'office sur Arles

Nous souhaitons vous présenter les alternatives à vos destructurations/concentrations. Alternatives respectueuses des collectivités et établissements du Pays de Martigues, de leurs agents et de nos vies privées.

Nous requérons également un engagement ferme et écrit de votre part nous garantissant un maintien sur les résidences de Martigues et d'Istres par anticipation des mobilités à venir, et le respect de nos protocoles individuels de télétravail, dans les conditions actuelles.

La présente adresse est issue d'une démarche collective des agents de la Trésorerie de Martigues (hors Chef de poste). Elle a reçu le soutien de l'ensemble des organisations syndicales de la DGFIP, et a été transmise à tous les ordonnateurs de notre Trésorerie.